

Sommet des pays
francophones
OTTAWA ET
QUÉBEC
ONT CONCLU
UNE
ENTENTE

Ottawa — Le premier ministre Mulroney discutera de l'ordre du jour du sommet des pays francophones avec le président de la France, M. François Mitterrand, lors du court voyage qu'il fera à Bruxelles le 21 novembre.

André Dalcourt

Il aborde le sujet avec le président de la république française parce qu'il lui importe que la rencontre des 41 pays francophones traite d'économie, la culture ne pouvant vivre en vase clos.

Entente

Le premier ministre Mulroney a rendu publics hier les termes de l'entente intervenue cette semaine entre Québec et Ottawa quant aux modalités de leur participation audit sommet.

Ils prévoient que les deux gouvernements recevront une invitation, que les deux délégations participeront aux travaux, que les deux chefs de gouvernements seront côte-à-côte et que le Québec sera identifié par la mention «Canada-Québec» et son drapeau.

Le sommet comportera deux parties bien distinctes. La première portera sur la situation politique et économique mondiale; la seconde, sur la coopération et le développement.

Au cours de la première, le Québec pourra parler sur les sujets qui l'intéressent avec l'accord préalable et ponctuel du Canada.

Durant cette même partie, le premier ministre du pays, lui, «informera», sous le sceau de la confidentialité, son homologue québécois du contenu de ses interventions.

Pendant la seconde partie, le Québec pourra participer pleinement aux débats, conformément à l'accord de coopération culturelle et technique.

Le premier ministre Mulroney est satisfait de l'accord. Il respecte, à son avis, les droits et les aspirations des deux gouvernements. Il espère maintenant que le Nouveau-Brunswick participera lui aussi au sommet.

Par cette entente, le chef du gouvernement se défend bien d'intervenir dans le processus électoral actuellement en cours au Québec.

«Je respecte, a-t-il déclaré, une neutralité impeccable.»

Il faisait écho, en cela, à la déclaration de son ex-conseiller constitutionnel, M. Gil Rémillard, selon qui l'accord permettra au gouvernement Johnson de montrer qu'il peut s'entendre avec le gouvernement fédéral.

Libre-échange

Par ailleurs, le premier ministre Mulroney a annoncé «officiellement» que le Canada et les Etats-Unis entameront bientôt des négociations en vue de libéraliser leurs échanges commerciaux. Il a reçu du président Reagan l'accord du gouvernement américain à ce sujet.

A cette fin, le chef du gouvernement a nommé hier M. Simon Reisman, responsable du comité de négociation canadien. Dans le passé, l'homme a participé aux négociations du Gatt et négocié le pacte canado-américain de l'auto en 1964.

Le premier ministre Mulroney a précisé hier que M. Reisman, qui aura carte blanche pour choisir les autres membres du comité de négociation, rendra compte au conseil des ministres.